

Burkina Faso

Contexte : En Août, une attaque a eu lieu dans un hôtel à Ouagadougou, entraînant la mort de 18 personnes et faisant plusieurs blessés. L'attaque a été fermement condamnée par la [communauté internationale](#) et le [Conseil de Sécurité des Nations-Unies](#), qui ont encouragé et félicité les efforts continus réalisés pour lutter contre la dimension internationale de la menace terroriste dans la région du Sahel.

Nouveau programme lié à la migration : En Août, l'OIM a lancé un [nouveau projet](#) financé par la Coopération Italienne au développement et la Coopération au développement belge, visant à créer des liens entre la jeunesse, l'emploi et la migration au Centre-est du Burkina Faso. Le projet vise à promouvoir l'employabilité des jeunes et l'entrepreneuriat pour réduire la migration irrégulière.

Rapatriation humanitaire : En Août, l'OIM a assisté [4 personnes](#) originaires du Burkina Faso dans leur retour chez elles depuis la Libye par voie aérienne.

Réfugiés maliens au Burkina Faso :		Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août
	2017	32,017	32,498	32,972	33,056	33,501	33,501	33,501	33,501

Le HCR a indiqué qu'à la date du 31 mai, il y avait [23 318 réfugiés](#) qui vivaient dans deux camps au Burkina Faso, ainsi que 8 800 dans les villages de la province d'Oudalan et de Soum et 1 383 en zone urbaine, principalement à Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Selon le CICR, suite aux violences dans la province de Soum ces derniers mois, environ [6 000 personnes](#) ont été nouvellement déplacées dans la région.

Cote d'Ivoire

Arrivées d'Ivoiriens en Europe:

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Total	% Evolution
2017	839	806	882	1,393	1,737	1,697	551	358	8,263	+ 8%
2016	332	402	807	701	1,444	1,681	1,303	1,006	7,676	

Migrants dans les pays en crise : En août, l'ICMPD a publié une [étude](#) intitulée « Côte d'Ivoire at a Crossroads – Socio-economic Development Implications of Crisis-induced Returns to Burkina Faso, Ghana and Liberia ». Le rapport, publié dans le cadre du projet de cinq ans "Migrants in Countries in Crisis: Supporting an Evidence-based Approach for Effective and Cooperative State Action" s'intéresse à l'expérience de ressortissants burkinabés, ghanéens, et libériens durant et après la crise ivoirienne. Le rapport se concentre sur les acteurs clés qui ont participé à l'assistance concernant les évacuations, les retours et la réintégration et sur les expériences de réintégration des retournés dans leurs pays d'origine.

Réfugiés ivoiriens:

	Août
Libéria	11,986
Ghana	6,656
Guinée	4,521
Togo	2,156
Mali	910
Total dans la région	28,330

Source

Rapatriation de réfugiés ivoiriens:

	Août	Total 2017
Libéria	433	6,584
Ghana	1	12
Guinée	25	29
Togo	33	58
Mali	184	380

Source

Guinée

Arrivées de Guinéens en Europe :

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Total	% Evolution
2017	796	1,296	1,076	1,016	1,776	1,799	872	226	8,857	+ 19%
2016	504	259	831	530	1,313	1,818	1,063	1,150	7,468	

Réfugiés en Guinée : A la date du 31 août, il y avait 4 577 réfugiés en Guinée. Entre mai et juillet 2017, **35 réfugiés ivoiriens** vivant en Guinée ont été réinstallés au Canada. Au total, 61 réfugiés vivant en Guinée (60 Ivoiriens et un Libérien) ont été réinstallés au Canada entre janvier et juin 2017.

Rapatriment humanitaire : Le 3 août, l'OIM a assisté **132 Guinéens** dans leur retour chez eux depuis la Libye, dont six enfants non accompagnés. Fin août, l'OIM a assisté **17 personnes supplémentaires** dans leur retour depuis la Libye. Au total, l'OIM a organisé sept vols depuis la Libye pour des migrants guinéens en 2017.

Libéria

Bureau des droits de l'Homme de l'ONU : En août, les Nations-Unies ont annoncé **l'ouverture d'un bureau des droits de l'Homme des Nations-Unies** au Libéria en 2018. Ce bureau mènera des suivis et rapports sur les droits de l'Homme et fournira également une assistance technique aux institutions étatiques, à la Commission Indépendante Nationale pour les Droits de l'Homme, à la société civile et à d'autres partenaires. Tout en reconnaissant que le Libéria a progressé de façon spectaculaire depuis la fin de la guerre civile, le Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme des Nations Unies s'est déclaré préoccupé par les problèmes persistants en matière de droits de l'homme au Libéria, y compris les MGF et la violence sexuelle généralisée.

Mali

Contexte : En août, **des affrontements inter-ethniques** dans la région de Mopti ont conduit à la mort d'au moins 30 personnes. Ces affrontements sont le résultat un conflit non résolu concernant la terre, le bétail et l'accès aux ressources naturelles.

ACAPS a publié une mise à jour portant sur la recrudescence de la violence au Mali et prédit que la violence pourrait augmenter au cours des six prochains mois et se propager dans le sud vers la région centrale. ACAPS a noté que les régions centrales du Mali abritent environ 5,6 millions de personnes contre 1,7 dans les régions du nord. Cela signifie qu'une augmentation significative de la violence dans les régions centrales est susceptible de conduire à des déplacements à grande échelle, avec de nombreux déplacements internes.

Selon OCHA, l'insécurité générale dans le centre du Mali s'est amplifiée en 2017, et le nombre d'incidents qui ont limité l'accès humanitaire a considérablement augmenté au cours de la première moitié de l'année. Le déploiement de patrouilles mixtes à Gao et la mise en place d'autorités intérimaires dans certaines parties du pays n'ont pas amélioré l'accès humanitaire et les travailleurs humanitaires sont désormais touchés par des incidents violents non seulement sur les axes routiers, mais aussi aux périphéries de la ville.

En août et au début du mois de septembre, plusieurs **attaques contre la MINUSMA** ont eu lieu, à l'instar de celle perpétrée le 14 août ayant abouti à la mort d'un soldat de la force des Nations-Unies pour le maintien de la paix et celle le **5 septembre** conduisant à la mort de soldats de cette force. Le 24 août, un véhicule du HCR **a été incendié** à Tombouctou, blessant deux membres du personnel du HCR. Le Conseil de Sécurité a **publié une déclaration** en août rappelant que les attaques contre les forces de maintien de la paix peuvent constituer des crimes de guerre en vertu du droit international.

L'UE a annoncé qu'elle avait autorisé des mesures de stabilisation dans les régions centrales du Mali, dans les

gouvernorats de Mopti et de Ségou. En réponse à une invitation des autorités maliennes, l'Union européenne va déployer une équipe d'experts pour soutenir les plans et politiques nationaux maliens, afin de lutter contre l'insécurité croissante, de rétablir et d'élargir l'administration civile dans les régions centrales. A son commencement, l'équipe de stabilisation sera composée de 10 personnes et aura un budget de 3,25 millions d'euros.

[Le Danemark a annoncé](#) qu'il contribuerait à la nouvelle force conjointe du Sahel du G5 afin de renforcer ses efforts pour lutter contre le terrorisme et les migrations irrégulières vers l'Europe en provenance de la région du Sahel. L'aide apportée sera d'un million d'euros. [L'Institut d'études de sécurité](#) a publié un rapport sur les défis et les opportunités pour la force du Sahel G5 en fournissant une analyse situationnelle de la région de Liptako-Gourma.

Arrivées de Maliens en Europe:

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Total	% Evolution
2017	282	363	496	738	1,271	1,639	737	427	5,953	n/a
2016	393	400	649	472	960	1,156	992	932	5,954	

Vulnérabilités des migrants : Selon des informations collectées par le projet 4Mi, durant le mois d'août, plusieurs incidents ont impacté des migrants, notamment une attaque d'un groupe armé dans la périphérie de Tombouctou. Selon les sources 4Mi, plusieurs migrants ont été volés et agressés sexuellement. Ces incidents soulignent les risques pour les migrants dans leurs déplacements dans des zones d'insécurité au Nord du Mali. [Selon les dernières informations de l'OIM](#), la majorité des migrants en transit à Tombouctou en juillet étaient guinéens ou maliens et la plupart d'entre eux ont indiqué l'Italie ou l'Algérie comme pays de destination souhaité.

Rapatriment humanitaire : En août, l'OIM a assisté 145 personnes dans leur retour au Mali depuis la Libye. Entre le 14 et le 28 août, l'OIM a assisté 555 Maliens à retourner depuis la Libye dans leur pays d'origine.

Réfugiés dans les pays voisins :

	Aug
Niger	57,286
Mauritanie	51,502
Burkina Faso	33,501
Total dans la région	142,289

PID au Mali:

	Jan	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	% d'évolution en 2017
2017	36,690	44,762	45,766	58,985	51,961	n/a	55,382	55,382	+ 51%

La détérioration de la situation sécuritaire dans la région de Kidal a mené à de nouveaux déplacements, [le nombre de PDIs](#) étant passé de 3 421 personnes à 55 382 personnes entre juillet et août.

Niger

Vulnérabilités des migrants : Entre avril et juillet 2017, l'OIM a sauvé 1000 migrants dans le désert du Niger. Les recherches et opérations de secours font partie intégrante du projet de sauvetage et d'assistance aux migrants de l'OIM financé par le gouvernement des Pays-Bas. En juillet, [l'OIM a mené une mission](#) dans le désert du nord du Niger afin d'évaluer les nouvelles voies de migration qui sont utilisées en réponse à l'augmentation des contrôles le long des routes les mieux connues. L'OIM espère que les résultats de la mission contribueront à améliorer les secours et l'assistance aux migrants sur les routes.

Nouveau système d'enregistrement et de profilage pour les migrants : En août, l'OIM a lancé un système d'enregistrement pour les migrants au Niger. Le système permet à l'OIM de partager les données recueillies sur les profils et les besoins spécifiques des migrants entre ses bureaux. Cela permettra notamment un renvoi rapide et plus efficace des cas entre les missions si les migrants rentrent chez eux et [entre les cinq centres de transit](#) de l'OIM au Niger, si les migrants continuent leur route.

Migration de transit : Entre janvier et juillet 2017, l'OIM a enregistré 38 541 réfugiés et migrants quittant le Niger pour se rendre en Afrique du Nord, contre 333 891 durant la même période en 2016. Ce déclin majeur est le résultat d'une insécurité grandissante dans les villes le long de la route principale de migration entre le Niger et la Libye. [Selon l'OIM](#), les routes migratoires se multiplient de manière diffuse, couvrant l'ensemble de la région d'Agadez dans le nord du Niger, rendant l'identification des migrants mais aussi la fourniture d'assistance difficiles.

Rapatriation humanitaire : En août, l'OIM a assisté [une personne](#) à retourner au Niger depuis la Libye. Entre le 14 et le 23 août, l'OIM a assisté 555 personnes à retourner dans leur pays d'origine depuis la Libye.

Déplacements forcés dans la région de Diffa : La situation sécuritaire dans le sud-est du Niger reste volatile, marquée par des attaques sporadiques lancées par Boko Haram contre les villages et des camps de PDIs. Entre janvier et août, 48 attaques ont été enregistrées [dans la région de Diffa](#). Environ 6 700 personnes ont fui le Niger pour se rendre au Tchad à la fin du mois de juillet, après le retrait des forces tchadiennes de la partie sud-est de la région de Diffa. Selon le HCR, de nombreuses personnes parmi elles [avaient fui le Tchad](#) il y a 30 ans et s'étaient installées dans la région de Diffa.

	Août 2017
PDIs	127,299
Refugiés	106,146

Nigéria

Contexte: [Selon ACAPS](#), le nombre d'attentats suicide rapportés entre janvier et août 2017 est plus élevé dans chacun des cinq états du nord-est du Nigéria qu'en 2016. Les attaques dans la ville de Maiduguri ont doublé. [Amnesty International](#) a rapporté qu'entre avril et août, les attentats suicides ont tué 381 personnes dans le bassin du lac Tchad. En août, un [attentat suicide commis par une femme](#) dans un marché au nord-est du Nigéria a tué 27 personnes. Selon ACAPS, cette augmentation indique une baisse de capacité de Boko Haram à mettre en œuvre et coordonner des attaques de grande ampleur, aboutissant à un changement de stratégie, passant de l'occupation à des insurrections. Selon [l'Institut d'études de sécurité](#), le déclin, bien que non linéaire de Boko Haram devrait inciter l'UA à intensifier ses efforts pour encourager les initiatives régionales visant à lutter contre l'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad.

L'UNICEF s'est [montré préoccupé](#) face à l'augmentation de l'utilisation des enfants dans les attaques suicides au Nigéria. Selon l'UNICEF, depuis janvier 2017, 83 enfants ont été utilisés de cette manière, et une majorité d'entre eux étaient des filles âgées de moins de 15 ans. Il s'agit de quatre fois plus d'enfants qu'en 2016, [suscitant des inquiétudes](#) quant à une tendance à l'augmentation du recrutement et de l'exploitation des enfants par Boko Haram. L'UNICEF, a indiqué que ces incidents suscitent également des soupçons au sein des communautés dans lesquelles des enfants qui avaient été capturés par Boko Haram sont retournés. [Selon OCHA](#), plus de 60 femmes kamikazes ont été tuées lors d'attaques dans différentes villes de l'Etat de Borno en juin et juillet.

En août, plus de [50 soldats sont entrés](#) dans un camp de base des Nations Unies à Maiduguri et ont mené une recherche dans des immeubles sans autorisation. Les opérations humanitaires ont été [temporairement suspendues](#), entraînant des excuses de la part du gouvernement de l'État. Le Ministère des Affaires étrangères a regretté l'incident et a réaffirmé son engagement à assurer la sécurité des travailleurs humanitaires et des résidents du nord-est du Nigéria.

Rapatriation humanitaire : En août, **138 Nigériens** sont retournés chez eux depuis la Libye avec l'assistance de l'OIM. Entre le 1^{er} janvier et le 21 août, l'OIM a assisté 6 946 personnes à retourner dans leur pays d'origine depuis la Libye.

Arrivée de Nigériens en Europe :

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Total	% Evolution
2017	483	1,204	1,472	2,094	4,033	4,832	2,199	305	16,622	- 26%
2016	905	713	1,797	896	2,921	4,660	6,695	3,742	22,329	

Réfugiés dans les pays voisins :

	Août 2017
Tchad	9,969
Niger	106,146
Cameroun	90,581
Total	206,696

PDIs au Nigéria :

	Jan	Mars	Mai	Juin	Août	Evolution en 2017
2017	1,899,830	1,832,743	1,884,331	1,825,321	1,757,288	- 7.5%

Les insurrections restent la principale cause de **déplacement interne** dans cinq des six états du nord-est du Niger. Dans l'Etat de Taraba, 75% des personnes déplacées ont fui des affrontements communautaires. Dans cinq des six États du nord-est, 90% des PDIs vivent dans des communautés hôtes, à l'exception de l'État de Borno, qui accueille le plus grand nombre de personnes déplacées au Nigéria (1 373 564) et où 46% des personnes déplacées vivent dans des camps.

Rapatriés : **Le nombre de retours** depuis le Cameroun vers Banki a considérablement diminué au mois d'août, avec seulement 84 personnes enregistrées revenant du camp de réfugiés de Minawao. **Selon le HCR**, cela pourrait résulter des accords conclus lors des discussions de la Commission tripartite **au début du mois d'août** lors dans lesquels les parties **se sont engagées** dans un **communiqué commun** à assurer une bonne gestion des retours. Le 15 août, 218 rapatriés réfugiés de la communauté Bagame au Cameroun sont arrivés dans la ville frontalière nigérienne de Ngalla.

Sénégal

Arrivées de Sénégalais en Europe :

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Total	% Evolution
2017	4 31	7 84	700	640	1380	899	532	139	4,920	- 12%
2016	493	406	762	324	580	1482	951	886	5,584	

Rapatriation humanitaire : En août, **142 Sénégalais** sont retournés chez eux depuis la Libye, assistés par l'OIM. Entre janvier et août 2017, l'OIM a assisté 6 946 personnes à retourner depuis la Libye dans leurs pays d'origine.

Autres informations régionales

Relever le défi de la migration et de l'asile en Europe : En août, les **chefs de gouvernement** du Tchad, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Niger et de l'Espagne, ainsi que le président du Conseil présidentiel de Libye se sont rencontrés à Paris pour discuter des derniers développements concernant les migrations entre

l'Afrique subsaharienne, l'Afrique du Nord et l'Europe. Les pays de l'UE ont renouvelé leur engagement mutuel dans la lutte contre les migrations irrégulières en amont de la mer méditerranéenne.

Dans un communiqué, les gouvernements de l'UE ont accepté de soutenir une présence accrue de structures étatiques dans la partie nord du Niger et du Tchad afin de renforcer les mesures de sécurité et de lutte contre le trafic humain, de drogue et d'armes, notamment en soutenant la force commune du Sahel G5. Les gouvernements de l'UE ont également annoncé leur intention de soutenir la mission EUCAP Sahel Niger en appuyant les forces de sécurité et de défense du Niger, en particulier dans les zones frontalières, en plus de la gestion des flux migratoires dans la frontière sud du pays. Enfin, les États de l'UE ont annoncé leur intention de mener des missions de protection au Niger et au Tchad pour explorer la possibilité de réinstaller en Europe des personnes nécessitant une protection internationale en migration le long de la route méditerranéenne centrale.

Migration en Méditerranée : En août, MSF, Save the Children et Sea Eye ont temporairement suspendu leurs opérations de sauvetage en Méditerranée au large de la Libye après que les autorités libyennes aient publiquement annoncé un élargissement des zones de recherche et de sauvetage et limité l'accès aux navires humanitaires dans les eaux internationales au large de la côte libyenne. Selon MSF, la décision de suspendre les opérations de sauvetage a été prise après avoir reçu des avertissements du Centre italien de coordination des sauvetages maritimes (MRCC) sur les risques de sécurité associés aux menaces publiées par la garde côtière libyenne contre les navires de sauvetage humanitaires opérant dans les eaux internationales. Selon Save the Children, la suspension était en réponse au fait que les autorités libyennes augmentaient leur zone de recherche et de sauvetage de 12 à 70 milles marins de leur rivage.

Arrivées d'Africains de l'Ouest en Europe : En août, 3 914 migrants et réfugiés sont arrivés en Italie via la route centrale méditerranéenne, représentant une diminution significative par rapport aux 21 294 personnes arrivées en août 2016. Les arrivées en Italie ont ralenti en juillet et août 2017 par rapport à la même période l'année dernière et les arrivées totales entre janvier et août 2017 ont diminué de 14% par rapport à la même période en 2016. Le HCR suggère que, bien que divers facteurs aient contribué à ces réductions, l'engagement accru de la Garde côtière de la Libye pour empêcher les départs pourrait avoir eu un impact important. On note un déclin significatif de 34% du nombre de Nigériens arrivés en Italie entre janvier et août 2017 en comparaison avec l'année 2016.

Le nombre de personnes arrivées en Espagne a plus que doublé entre janvier et août en comparaison avec la même période en 2016, passant de 7 200 à 15 300.

Déplacements internes en 2017 : Selon IDMC, entre janvier et juin, 4,9 millions de personnes ont été nouvellement déplacées en raison de conflits et de violence et 4,5 millions de personnes ont été déplacées à cause de catastrophes. En Afrique de l'Ouest, de nouveaux déplacements importants liés aux conflits et à la violence au cours des six premiers mois de 2017 comprenaient 162 000 personnes déplacées internes en Gambie et 142 000 au Nigéria. Le Centre africain pour les études stratégiques a publié une infographie en août, soulignant la crise des déplacements en Afrique, avec 20 millions de personnes enregistrées comme déplacées à travers le continent. 75% des personnes déplacées sont originaires de cinq pays : la RDC, le Nigéria, la Somalie, le Soudan du Sud et le Soudan et deux tiers de la population déplacée est constituée de déplacés internes.

Enfants sur les routes en Italie : Entre janvier et août, 13 277 enfants non accompagnés et séparés sont arrivés en Italie par voie maritime, principalement originaires de Guinée (1,736), de Côte d'Ivoire (1,381) et de Gambie (1,337).

Décès de migrants : Entre janvier et août 2017, 2 543 migrants et réfugiés sont décédés ou portés disparus dans la mer méditerranéenne, dont 151 personnes en août.

Publications

[Stephanie Maher \(2017\) 'Historicising 'Irregular' Migration from Senegal to Europe' Anti-Trafficking Review, Issue 9 pp. 77-91](#)

Cet article remet en cause les récits contemporains qui décrivent les migrants comme des voyageurs désespérés victimes d'exploitation par des groupes de trafiquants organisés lors de leurs voyages clandestins vers l'Europe. Il s'intéresse à l'histoire de la mobilité régionale et internationale qui continue de façonner aujourd'hui les mouvements de population du Sénégal. Il défend l'idée selon laquelle les cadres contemporains de la migration entre l'Afrique et l'Europe ne parviennent pas à prendre en compte la manière dont les mouvements contemporains à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique de l'Ouest sont liés à des généalogies politiques interdépendantes qui relient l'Europe à l'Afrique de manière dialectique.

[REACH \(2017\) 'Youth on the Move: Investigating decision-making, migration trajectories and expectations of young people on the way to Italy' Research Report](#)

Ce rapport de recherche, réalisé en collaboration avec la plate-forme de migration mixte (Mixed Migration Platform) et le groupe de travail sur les migrations mixtes (Mixed Migration Hub) s'intéresse aux prises de décision et à la préparation des jeunes récemment arrivés en Italie en provenance de Libye, ainsi qu'aux mécanismes qui façonnent leurs trajectoires migratoires et leurs attentes. Sur la base d'entretiens avec des jeunes d'Afrique de l'Ouest et de l'Est et du Moyen-Orient en Italie, le rapport montre que, dans de nombreux cas, la décision de migrer en Italie a été entreprise plusieurs mois, voire plusieurs années après la première décision de quitter leur pays d'origine. Le rapport souligne également que les personnes originaires d'Afrique de l'Ouest manquaient davantage de ressources économiques par rapport à celles de l'Afrique de l'Est et du Moyen-Orient, ce qui les rendait plus vulnérables à l'exploitation lorsqu'elles travaillaient le long des routes migratoires.

[Sarah Deardorff Miller \(2017\) 'UNHCR as a Surrogate State: Protracted Refugee Situations' Routledge.](#)

Ce livre étudie le rôle du HCR en tant qu'Etat de substitution concernant la protection des réfugiés au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, en examinant comment et dans quelles circonstances l'Agence joue un rôle de substitution et quel effet cela a sur sa capacité à améliorer la protection des réfugiés.

[Aurelian Tobie \(2017\) 'A Fresh Perspective on Security Concerns Among Malian Civil Society' SIPRI Insights on Peace and Security](#)

Cet article présente les résultats préliminaires d'un projet de recherche, mené par le SIPRI et la Coalition Nationale Malienne de la Société Civile pour la Paix et la Lutte Contre la Prolifération des Armes Légères (CONASCIPAL) sur les perceptions de l'insécurité chez 105 acteurs de la société civile malienne. L'article décrit comment les acteurs de la société civile malienne définissent la sécurité et s'intéresse aux perceptions des différentes réponses à ce jour, qu'elles soient locales, nationales ou internationales.

[Mixed Migration Platform \(2017\) 'How Powerful is Policy: the role of policy in shaping migrant decision-making' Feature article](#)

Cet article vise à étudier l'impact de l'élaboration des politiques sur la prise de décision des réfugiés et des migrants avant de quitter leur domicile. Grâce à une brève revue de la littérature des informations existantes sur le sujet, l'article donne un aperçu du rôle de la politique sur les décisions de migrer.

Le Secrétariat Régional pour les Migrations Mixtes (RMMS) et une unité indépendante hébergée par le Conseil Danois pour les Réfugiés qui vise à améliorer la protection des personnes en mouvement dans les flux migratoires mixtes en Afrique de l'Ouest, y compris les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants. Le RMMS Afrique de l'Ouest partage ce résumé aux agences, aux établissements universitaires, aux donateurs, aux ambassades, aux journalistes, aux fonctionnaires gouvernementaux, aux organisations internationales et multinationales et aux organisations non gouvernementales. Les données proviennent d'une grande variété de collaborateurs, partenaires, organisations internationales et locales, médias et individus dans la région. Le RMMS Afrique de l'Ouest prend ses décisions éditoriales indépendantes quant aux données qui sont incluses dans ce résumé. Pour plus d'informations sur le RMMS en Afrique de l'Ouest, veuillez consulter notre site web à l'adresse www.westafrica.regionalmms.org

*Le terme migrant/réfugié est utilisé pour couvrir toutes les personnes concernées par les migrations mixtes (dont les demandeurs d'asile, les personnes victimes de la traite, les migrants économiques et les réfugiés). Il sera explicitement mentionné si le nombre de cas mentionnés se réfère uniquement aux réfugiés, aux demandeurs d'asile ou aux personnes victimes de la traite.